



Le vendredi 16 octobre 2015 :

**Lançons les ETATS GENERAUX ALTERNATIFS
DU TRAVAIL SOCIAL**

de 9 à 19 heures, à la Bourse du Travail de Paris

(3 rue du Château d'Eau 75010 PARIS – Métro République)

Le constat dressé par les pouvoirs publics repose sur l'idée que le travail social ne serait plus adapté aux besoins de la population et/ou en adéquation avec les politiques sociales. C'est pourquoi, il faudrait le refondre en s'attaquant aux formations et aux métiers. Parallèlement, le Gouvernement reste toujours incapable de définir sa conception de la solidarité, son projet de société et le sens qu'il entend donner au travail social, sauf à souligner la transmission des valeurs républicaines et l'importance de la cohésion sociale (discours ministériels lors de la remise du rapport Bourguignon le 02/09/15 dernier). On assiste au procès des professionnels, dont les pratiques seraient obsolètes, inadaptées...

Tous les salariés du secteur social et médico-social (public et privé) sont concernés.

Le rapport Bourguignon propose 16 orientations sur 23 concernant la formation des professionnels du travail social. La révision précédente des diplômes (de 2002 à 2009) avait déjà fait évoluer des métiers en provoquant des glissements de tâches.

Qu'en sera-t-il des propositions du rapport Bourguignon, sachant que les diplômes actuels du travail social n'étant pas conçus pour s'inscrire dans le Compte Personnel de Formation (CPF) vont être modifiés pour ce faire ? Selon quel modèle ? 30% de contenu et de compétences commun(e)s identitaires construisant une culture « travail social » et 70 % de compétences transférables par niveau de qualification, comme annoncé dans un scénario du rapport ? Une uniformisation des contenus de formation pondus par des instances ad hoc telles que l'ANESM (Agence Nationale de l'Evaluation Sociale et Médico-sociale) ? L'obligation d'un DPC (Développement Professionnel Continu) dans le secteur social à l'identique de ce qui existe dans la santé en formation continue avec une prescription de cette dernière par les employeurs (public et privé) pour avoir des professionnels prêts à l'emploi ?

Pour la CGT, il est inconcevable de s'inscrire dans cette marche forcée de révisions des diplômes, de culpabilisation des professionnels et de casse des métiers !

Ensemble, mobilisons-nous le vendredi 16 octobre 2015,

lors des ETATS GENERAUX ALTERNATIFS DU TRAVAIL SOCIAL organisés par l'intersyndicale CGT, FA/FP, SOLIDAIRES, UNEF, Collectif Avenir Educ's, pour s'opposer fermement aux logiques sous-tendues par les rapports gouvernementaux et aux propositions qui y sont formulées.

Contrairement aux soi-disant Etats Généraux du Travail Social voulus par les pouvoirs publics, à l'aune d'une rationalisation financière et du renforcement du contrôle social, notre journée d'étude se construira à partir des idées et des projets émanant des salariés du secteur. Elle permettra de proposer une vision du travail social fondée sur l'individu et non sur une logique gestionnaire, dans le respect de la dignité des personnes accompagnées et des professionnels qui en sont chargés. Cette journée représente le top départ d'un processus de mobilisation sur les territoires où il n'y a pas encore d'actions et le soutien des acteurs dans les régions déjà inscrites dans cette démarche.

Soyons-y nombreux !